

continent que des comptoirs et de petits forts. C'est dans les îles de Java et de Ceylan qu'ils établirent leurs troupes et leurs magasins; c'est de là que leurs vaisseaux soutenaient leur autorité et protégeaient leur commerce dans le reste des Indes.

Il y était très-considérable depuis que la ruine de la puissance portugaise avait fait tomber dans leurs mains les épiceries. Quoique la consommation s'en fit principalement en Europe, leurs heureux possesseurs ne laissaient pas d'en placer, mais à un prix inférieur, une assez grande quantité aux Indes. Ils y débitaient annuellement dix mille livres pesant de macis, cent mille livres de muscade, cent cinquante mille livres de girofle, deux cent mille livres de cannelle, trois ou quatre millions de poivre. C'était assez généralement le débouché des productions imparfaites qui n'auraient pas été vendues dans nos contrées.

Le soin d'exporter et de répandre les épiceries aida les Hollandais à s'approprier beaucoup d'autres branches de commerce. Avec le temps ils parvinrent à s'emparer du cabotage de l'Asie comme ils étaient en possession de celui de l'Europe. Ils occupaient à cette navigation un grand nombre de vaisseaux et de matelots qui, sans rien coûter à la compagnie, faisaient sa sûreté.

Des avantages si décisifs écartèrent long-temps les nations qui auraient voulu partager le commerce de l'Inde, ou les firent échouer. L'Europe

reçut les productions de ce riche pays des mains des Hollandais; ils n'éprouvèrent même jamais dans leur patrie les gênes qui depuis se sont introduites partout ailleurs. Le gouvernement, instruit que la pratique des autres états ne devait ni ne pouvait lui servir de règle, permit constamment à la compagnie de vendre librement, et sans limitation, ses marchandises à la métropole. Lorsque ce corps fut établi, les Provinces-Unies n'avaient ni manufactures, ni matières premières pour en élever. Ce n'était donc pas alors un inconvénient; c'était plutôt une grande sagesse de permettre aux citoyens, de les engager même à s'habiller des toiles et des étoffes des Indes. Les différens genres d'industrie que la révocation de l'édit de Nantes fit passer à la république pouvaient lui donner l'idée de ne plus tirer de si loin son vêtement; mais la passion qu'avait alors l'Europe pour les modes de France, présentant aux travaux des réfugiés des débouchés avantageux, on n'eut pas seulement la pensée de rien changer à l'ancien usage. Depuis que la cherté de la main-d'œuvre, qui est une suite nécessaire de l'abondance de l'argent, a fait tomber les manufactures, et réduit la nation à un commerce d'économie, les étoffes de l'Asie ont été plus favorisées que jamais. On a senti qu'il y avait moins d'inconvénient à enrichir les Indiens que les Anglais ou les Français, dont la prospérité ne saurait manquer d'accélérer la ruine d'un état qui ne soutient

son opulence que par l'aveuglement, les guerres ou l'indolence des autres puissances.

xxii.  
Décadence  
de la com-  
pagnie.

Cet ordre de choses avait porté la fortune de la compagnie à une hauteur dont elle est enfin descendue. Quelques détails rendront cette vérité sensible.

Depuis l'origine de l'association jusqu'en 1778, les intéressés reçurent, année commune, un dividende de vingt et un et un dix-septième pour cent. Rien n'était plus ordinaire que de voir les actions changer de main. Les formalités se réduisaient à substituer le nom de l'acheteur à celui du vendeur sur les livres de la compagnie, seul titre qu'eussent les propriétaires. L'avidité et l'esprit de calcul imaginèrent une autre manière de prendre part à ce trafic. Des hommes qui n'avaient point d'actions à vendre, des hommes qui n'en voulaient pas acheter, s'engageaient réciproquement, les uns à en livrer, les autres à en recevoir un nombre déterminé à un prix convenu et à un temps fixe. Leur valeur, à cette époque, fixait le sort des joueurs. Celui qui avait perdu soldait avec de l'argent, et la négociation se trouvait finie.

Le désir de gagner, la crainte de perdre dans ces spéculations hardies, causaient ordinairement dans les esprits la fermentation la plus vive. On inventait de bonnes ou de mauvaises nouvelles; on accréditait ou l'on combattait celles qui se répandaient; on cherchait à surprendre le secret

des cours et à corrompre leurs ministres. La tranquillité publique fut si souvent troublée par ces intérêts opposés, que le gouvernement crut devoir prendre des mesures pour arrêter l'excès de cet agiotage. On déclara que toute vente d'actions à terme serait nulle, à moins qu'il ne fût prouvé par les registres que le vendeur, dans le temps du marche, en avait la propriété. Les gens délicats ne se crurent pas dispensés par cette loi de l'obligation de tenir leurs engagements; mais elle devait rendre, et rendit en effet ces opérations plus rares.

Dans des temps heureux les actions s'élevèrent à un prix presque incroyable. Elles acquirent jusqu'à huit fois leur valeur originaire. On les a vues déchoir successivement. Au temps où nous écrivons, elles ne gagnent plus qu'environ 360 pour cent. C'est même plus qu'on n'en obtiendrait ailleurs qu'en Hollande, où l'on peut, où l'on sait se contenter d'un intérêt de deux et trois quarts pour cent.

Ce signe de décadence en annonce un autre. Le dividende, qui était monté à trente et quarante pour cent, n'est plus que de douze et demi depuis plusieurs années. S'arrêtera-t-il à ce terme? ou baissera-t-il encore? Essayons de former quelques conjectures raisonnables sur cet important objet.

Le capital de la compagnie, ses dettes payées, ne passait pas 62,480,000 liv. à la fin de 1751.

Dans cette somme même il n'y avait en argent, en bon papier, et en marchandises dans les magasins ou sur les mers d'Europe et des Indes, que 38,060,000 liv. Le reste consistait en créances équivoques ou désespérées, en armes, en vivres, en artillerie, en munitions de guerre, en bestiaux, en esclaves, en quelques autres effets qui n'entraient point dans le commerce.

A la même époque les bénéfices annuels s'élevaient à 27,940,000 liv. Mais, pour les obtenir, il fallait dépenser 20,460,000 liv.; c'était donc 7,480,000 liv. qu'il restait pour le dividende, et pour faire face aux guerres, aux incendies, aux naufrages, à tant d'autres malheurs que la prudence humaine ne peut ni prévoir ni empêcher.

Cette situation alarmait si vivement Mossel, le plus habile des chefs qui aient gouverné les Indes hollandaises, qu'il regardait la compagnie comme un corps épuisé, qui ne se soutenait que par des cordiaux. C'était, suivant son expression, un vaisseau qui coulait bas, et dont la submersion était retardée par la pompe.

Quelques démarches que nous ayons faites, il ne nous a pas été possible d'obtenir un bilan postérieur à celui dont nous venons de nous occuper. Mais que doivent donc penser les intéressés de l'opiniâtreté avec laquelle on les laisse dans l'ignorance de leur situation? ou que leurs affaires sont dans le plus grand désordre, ou que les per-

sonnages auxquels ils en ont confié l'administration sont de malhonnêtes gens dont le projet constant est d'ordonner, de disposer de tout à leur gré, de piller sans s'exposer à aucune sorte de réclamation; ou que, s'ils s'exposent au soupçon de malversation, c'est pour se garantir du reproche d'impéritie. Nous sommes, se doivent-ils dire à eux-mêmes, nous sommes dans les mains d'ignorans ou de fripons; et, de ces deux suppositions, quelle que soit celle qu'ils adoptent, quel en doit être l'effet? La méfiance des actionnaires, le décri des actions, et la décadence de la compagnie. Quand on réfléchit un peu profondément sur cette conduite ténébreuse, on ne sait qui il faut blâmer davantage, ou des propriétaires indolens qui peuvent demander d'autorité un compte à des gens qui ne sont après tout que leurs commettans, et qui certes ne se trouveront jamais enveloppés dans leur ruine; ou de la tyrannie insolente de ces représentans à qui leurs concitoyens ont confié leur fortune, et qui en usent comme de la leur; ou de la connivence perfide des chefs de l'état, qui n'osent ou ne peuvent, ou ne veulent pas interposer leur autorité dans une circonstance aussi importante. Quoi qu'il en soit, le mystère dont la compagnie fait une obligation sous serment à ses agens n'empêche pas de voir que sa situation devient de jour en jour plus fâcheuse; elle-même a été forcée de mettre les nations dans la confiance de sa détresse, en di-

minuant de plus en plus ses répartitions, et en contractant d'immenses dettes que vraisemblablement elle n'acquittera jamais. Il reste à démêler les vraies causes d'une vérité si affligeante.

xxiii.  
Raisons de la  
décadence  
de la com-  
pagnie.

La première fut cette multitude de petits combats qu'il fallut livrer ou soutenir dans les faibles peuplades plus ou moins soumises à la compagnie, et que les infidélités ou les hauteurs de ses agens poussaient sans cesse à la révolte. Les vexations que les Hollandais se permettaient partout où ils avaient de l'autorité, ils les éprouvaient trop souvent eux-mêmes chez plusieurs grandes puissances de l'Inde, dont les despotes ne connaissaient de droit que celui du plus fort, et auxquels tout ce qui était possible paraissait juste.

Les bénéfices que faisait la compagnie dans des lieux où son commerce n'était pas troublé couvrirent long-temps les pertes que la tyrannie ou l'anarchie lui occasionnaient ailleurs. Les autres nations européennes lui firent perdre ce dédommagement. Leur concurrence la réduisit à acheter plus cher et à vendre à meilleur marché. Peut-être ses avantages naturels l'auraient-ils mise en état de soutenir ce revers, si ses rivaux n'avaient pris le parti de livrer aux négocians particuliers le commerce d'Inde en Inde. Il faut entendre par ce mot les opérations nécessaires pour porter les marchandises d'une contrée de l'Asie à une autre contrée de l'Asie; de la Chine, du Bengale, de Surate, par exemple, aux Philippines, en Perse

et en Arabie. C'est par le moyen de cette circulation, et par des échanges multipliés que les Hollandais obtenaient pour rien, ou pour presque rien, les riches cargaisons qu'ils portaient dans nos climats. L'activité, l'économie, l'intelligence des marchands libres, chassèrent la compagnie de toutes les échelles où la faveur était égale.

Cette révolution, qui lui montrait si bien la route qu'elle devait suivre, ne l'éclaira pas même sur une pratique ruineuse en commerce. Elle avait pris l'habitude de porter toutes les marchandises de l'Inde et d'Europe à Batavia, d'où on les versait dans les différens comptoirs où la vente en était avantageuse. Cet usage occasionnait des frais et une perte de temps dont l'énormité des bénéfices avait dérobé les inconvéniens. Lorsque les autres nations se livrèrent à une navigation directe, il devenait indispensable d'abandonner un système mauvais en lui-même, insoutenable par les circonstances. L'empire de la coutume prévalut encore; et la crainte que ses employés n'abussassent d'un changement empêcha, dit-on, la compagnie d'adopter une méthode dont tout lui démontrait la nécessité.

Ce motif ne fut vraisemblablement qu'un prétexte qui servait de voile à des intérêts particuliers. L'infidélité des commis était plus que tolérée. Les premiers avaient eu, la plupart, une conduite exacte. Ils étaient dirigés par des amiraux qui parcouraient tous les comptoirs, qui avaient un

pouvoir absolu dans l'Inde , et qui , à la fin de chaque voyage , rendaient compte en Europe de leur administration. Des que le gouvernement eut été rendu sédentaire , les agens , moins surveillés , se relâchèrent. Ils se livrèrent à cette mollesse dont on contracte si aisément l'habitude dans les pays chauds. On se vit réduit à en multiplier le nombre , et personne ne se fit un point capital d'arrêter un désordre qui donnait aux gens puissans la facilité de placer toutes leurs créatures. Elles passaient en Asie avec le projet de faire une fortune considérable et rapide. Le commerce était interdit. Les appointemens étaient insuffisans pour vivre. Tous les moyens honnêtes de s'enrichir étaient ôtés. On eut recours aux malversations. La compagnie fut trompée dans toutes ses affaires par des facteurs qui n'avaient point d'intérêt à sa prospérité. L'excès du désordre fit imaginer d'allouer pour tout ce qui se vendrait , pour tout ce qui s'achèterait , une gratification de cinq pour cent , qui devait être partagée entre tous les employés , suivant leurs grades. Ils furent obligés , à cette condition , de jurer que leur compte était fidèle. Cet arrangement ne subsista que cinq ans , parce qu'on s'aperçut que la corruption ne diminuait pas. On supprima la gratification et le serment. Depuis cette époque les administrateurs mirent à leur industrie le prix que leur dictait la cupidité.

La contagion , qui avait d'abord infecté les

comptoirs subalternes , gagna peu à peu les principaux établissemens , et avec le temps Batavia même. On y avait vu d'abord une si grande simplicité , que les membres du gouvernement , vêtus , dans le cours ordinaire de la vie , comme de simples matelots , ne prenaient des habits décens que dans le lieu même de leurs assemblées. Cette modestie était accompagnée d'une probité si marquée , qu'avant 1650 , il ne s'était pas fait une seule fortune remarquable. Mais ce prodige inouï de vertu ne pouvait durer. On a vu des républiques guerrières vaincre et conquérir pour la patrie , et porter dans le trésor public les dépouilles des nations. On ne verra jamais les citoyens d'une république commerçante amasser pour un corps particulier de l'état des richesses dont il ne leur revient ni gloire ni profit. L'austérité des principes républicains dut céder à l'exemple des peuples asiatiques. Le relâchement fut plus sensible dans le chef-lieu de la colonie , où , les matières du luxe arrivant de toutes parts , le ton de magnificence sur lequel on crut devoir monter l'administration donna du goût pour les choses d'éclat. Ce goût corrompit les mœurs ; et la corruption des mœurs rendit égaux tous les moyens d'accumuler des richesses. Le mépris même des bienséances fut poussé si loin , qu'un gouverneur général , se voyant convaincu d'avoir poussé le pillage des finances au-delà de tous les excès , ne craignit point de justifier sa conduite

en montrant un plein-pouvoir signé de la compagnie.

Comment eût-on remédié à la conduite des administrateurs, dont on n'avait pas prévu le dérangement dans les commencemens de la république, où les mœurs étaient pures et frugales ? Dans ces établissemens hollandais, les lois avaient été faites pour des hommes vertueux. Il faut d'autres lois pour d'autres mœurs.

Le désordre aurait pu être arrêté dans son origine, s'il n'avait dû faire les mêmes progrès en Europe qu'en Asie. Mais, comme un fleuve débordé roule plus de limon qu'il ne grossit ses eaux, les vices qu'entraînent les richesses croissent encore plus que les richesses mêmes. Les places de directeurs, confiées d'abord à des négocians habiles, tombèrent à la longue dans des maisons puissantes, et s'y perpétuèrent avec les magistratures qui les y avaient fait entrer. Ces familles, occupées de vues de politique ou de soins d'administration, ne virent dans les postes qu'elles arrachaient à la compagnie que des émolumens considérables et la facilité de placer leurs parens ; quelques-unes même, l'abus qu'elles pouvaient faire de leur crédit. Les détails, les discussions, les opérations les plus importantes de commerce furent abandonnés à un secrétaire qui, sous le nom plus imposant d'avocat, devint le centre de toutes les affaires. Des administrateurs, qui ne s'assemblaient que deux fois l'année,

le printemps et l'automne, à l'arrivée et au départ des flottes, perdirent l'habitude et le fil d'un travail qui demande une attention continue. Ils furent obligés d'accorder une confiance entière à un homme chargé par état de faire l'extrait de toutes les dépêches qui arrivaient de l'Inde, et de dresser le modèle des réponses qu'on devait y rapporter. Ce guide, quelquefois peu éclairé, souvent corrompu, toujours dangereux, jeta ceux qu'il conduisait dans des précipices, ou les y laissa tomber.

L'esprit de commerce est un esprit d'intérêt, et l'intérêt produit toujours la division. Chaque chambre voulut avoir ses chantiers, ses arsenaux, ses magasins pour les vaisseaux qu'elle était chargée d'expédier. Les places furent multipliées, et les infidélités encouragées par une conduite si vicieuse.

Il n'y eut point de département qui ne se fit une loi de fournir, comme il en avait le droit, des marchandises en proportion de ses armemens. Ces marchandises n'étaient pas également propres pour leur destination, et on ne les vendit point, ou on les vendit mal.

Lorsque les circonstances exigèrent des secours extraordinaires, cette vanité puérile, qui craint de montrer de la faiblesse en montrant des besoins, empêcha de faire des emprunts en Hollande, où on n'aurait payé qu'un intérêt de trois pour cent. On en ordonna à Batavia, où l'argent

coûtait six, plus souvent encore dans le Bengale, à la côte de Coromandel, où il coûtait neuf, et quelquefois beaucoup davantage. Les abus se multipliaient de toutes parts.

Les états-généraux, chargés d'examiner tous les quatre ans la situation de la compagnie, de s'assurer qu'elle se tient dans les bornes de son octroi, qu'elle rend justice aux intéressés, qu'elle fait son commerce d'une manière qui n'est pas préjudiciable à la république; les états-généraux auraient pu et dû arrêter le désordre. Ils ne remplirent leur devoir en aucune occasion ni dans aucun temps. Jamais on ne présenta à cette assemblée qu'un état de situation si confus, que les hommes les plus versés dans les matières de comptabilité n'en auraient pas débrouillé le chaos après les plus longues veilles; et cependant, par une complaisance dont nous craindrions d'approfondir les motifs, il fut toujours approuvé d'une voix unanime, sans le plus court délai, sans la plus légère discussion.

Nous nous lassons de parcourir les désordres qui ont corrompu le régime d'une association autrefois si florissante; les couleurs du tableau sont trop sombres. Voyons quels remèdes il conviendrait d'appliquer à des maux si graves et si multipliés.

XXIV.  
Moyens qui restent à la compagnie pour rétablir ses affaires.

On commencera par se bien convaincre que le gouvernement de la compagnie est trop compliqué, en Europe même. Une direction partagée

entre tant de chambres, entre tant de directeurs, entraîne nécessairement des inconvéniens sans nombre. Il n'est pas possible que le même esprit préside partout, que les opérations ne se ressentent des vues opposées de ceux qui les conduisent dans des lieux divers sans concert et sans dépendance. L'unité, si nécessaire dans les arts, est également précieuse dans les affaires. Inutilement on objecterait qu'il est important pour tous les états démocratiques que les richesses y soient divisées; qu'il y règne entre la fortune des citoyens la plus grande égalité possible. Cette maxime, vraie en elle-même, ne saurait être appliquée à une république sans territoire, qui n'existe que par le commerce. Il faudra donc soumettre à une inspection unique tous les achats, toutes les ventes; il faudra les réunir dans un même port. L'économie sera le moindre des avantages que la compagnie trouvera dans ce changement.

De ce centre, où toutes les lumières seront réunies, on ira chercher, on ira combattre les désordres jusque dans le fond de l'Asie. La conduite que tiennent les Hollandais avec les princes indiens, auxquels la force a arraché un commerce exclusif, sera un des premiers abus qui se présenteront. Depuis trop long-temps on les traite avec une hauteur insultante; on veut pénétrer à découvert les mystères de leur gouvernement; on cherche à les engager dans des querelles avec des

voisins ; on entretient la division parmi leurs sujets ; on leur montre une défiance pleine d'animosité ; on les force à des sacrifices qu'ils n'ont pas promis ; on les prive des avantages que leur assurent leurs capitulations : tous ces actes, d'une tyrannie intolérable, occasionnent de fréquentes divisions , qui dégénèrent quelquefois en hostilités. Pour rétablir une harmonie qui devient tous les jours plus nécessaire et plus difficile, il faut employer des agens qui joignent à l'esprit de modération la connaissance des intérêts, des usages, de la langue, de la religion, des mœurs de ces nations. Il se peut que la compagnie n'ait pas actuellement de tels instrumens ; mais il lui convient de les former. Peut-être même en trouverait-elle parmi les chefs des comptoirs, que tout l'invite à abandonner.

Les négocians de toutes les nations, auxquels la nature a donné l'esprit d'observation, conviennent unanimement que les Hollandais ont trop multiplié leurs établissemens dans l'Inde, et qu'en se bornant à un moindre nombre, ils auraient beaucoup diminué leur dépense, sans rien retrancher de l'étendue de leurs affaires. Il n'est pas possible que la compagnie ait ignoré ce qui est si généralement connu. On peut penser qu'elle n'a été déterminée à conserver des comptoirs qui lui étaient à charge que pour n'être pas soupçonnée de l'impuissance de les soutenir. Cette faible considération ne l'arrêtera plus. Toute son

attention doit être de bien distinguer ce qu'il lui convient de proscrire de ce qui lui est avantageux de maintenir. Elle a sous ses yeux une suite de faits et d'expériences qui l'empêcheront de se méprendre sur un arrangement de cette importance.

Dans les comptoirs subalternes, que les intérêts de son commerce la détermineront à conserver, elle détruira les fortifications inutiles ; elle supprimera les conseils que le faste, plutôt que la nécessité, lui a fait établir ; elle proportionnera le nombre de ses employés à l'étendue de ses affaires. Que la compagnie se rappelle ces temps heureux où deux ou trois facteurs choisis avec intelligence lui expédiaient des cargaisons infiniment plus considérables que celles qui lui sont arrivées depuis ; où elle obtenait sur les marchandises des bénéfices énormes, qui, avec le temps, se sont perdus dans les mains de ses nombreux agens : alors elle ne balancera pas à revenir à ses anciennes maximes, et à préférer une simplicité qui l'enrichissait à un vain éclat qui la ruine.

La réforme s'établira plus difficilement dans les colonies importantes. Les agens de la compagnie y forment un corps plus nombreux, plus accrédité, plus riche dans les proportions, et par conséquent moins disposé à rentrer dans l'ordre. Il faudra pourtant les y ramener, parce que les abus qu'ils ont introduits ou laissé établir cause-

raient nécessairement avec le temps la ruine totale des intérêts qu'ils conduisent. On aurait peine à voir ailleurs des malversations égales à celles qui règnent dans les ateliers, les magasins, les chantiers, les arsenaux de Batavia, et des autres grands établissemens.

Ces arrangemens en amèneraient de plus considérables. La compagnie établit dès son origine des règles fixes et précises, dont il n'était jamais permis de s'écarter pour quelque raison ni dans quelque occasion que ce pût être. Ses employés étaient de purs automates dont elle avait monté d'avance les moindres mouvemens. Cette direction absolue et universelle lui parut nécessaire pour corriger ce qu'il y avait de vicieux dans le choix de ses agens, la plupart tirés d'un état obscur, et communément privés de cette éducation soignée qui étend les idées. Elle-même ne se permettait pas le moindre changement, et elle attribuait à cette invariable uniformité le succès de ses entreprises. Des malheurs assez fréquens qu'entraîna ce système ne le lui firent pas abandonner, et elle fut toujours opiniâtrément fidèle à son premier plan. Il est nécessaire qu'elle adopte d'autres maximes, et qu'après avoir choisi ses facteurs avec plus de précaution, elle abandonne des intérêts éloignés, et qui changent tous les jours, à leur activité et à leurs lumières.

Ses vues s'étendront plus loin. Lasse de lutter avec désavantage contre les négocians libres des

autres nations, elle se déterminera à livrer aux particuliers le commerce d'Inde en Inde. Cette heureuse innovation rendra ses colonies plus riches et plus fortes. On les verra bientôt remplies d'hommes entreprenans, qui en verseront les abondantes et précieuses productions dans tous les marchés. Elle-même tirera plus de profit des droits perçus dans ses comptoirs qu'elle n'en pouvait attendre des opérations compliquées et languissantes qui s'y faisaient si rarement.

A cette époque tomberont ces trop ruineux armemens qu'on ne cesse de reprocher à la compagnie. Un peu après le commencement du dix-huitième siècle elle adopta dans ses chantiers une construction vicieuse qui lui fit perdre beaucoup de navires et de très-riches cargaisons. Ces expériences funestes la ramenèrent aux méthodes généralement reçues : mais, par des considérations blâmables, elle continua d'employer dans sa navigation un tiers de bâtimens de plus qu'il ne le fallait. Cette corruption, qui n'aurait dû trouver d'excuse dans aucun temps, est devenue surtout intolérable depuis que les matériaux qui servent aux opérations navales sont montés à de très-hauts prix, depuis qu'il a fallu donner aux navigateurs une solde plus considérable.

Ces réformes amèneront l'extension du commerce. Relativement aux mœurs et aux circonstances, il fut autrefois très-considérable ; mais il s'arrêta, malgré le grand accroissement que

prenait en Europe la consommation, malgré les nouveaux débouchés qu'offraient l'Afrique et le Nouveau-Monde. On le vit même rétrograder, puisque son produit n'augmenta pas, quoique les marchandises eussent presque doublé de valeur. Actuellement les ventes ne s'élèvent pas au-dessus de quarante à quarante-cinq millions, somme qu'elles donnaient il y a soixante ans, et même plus long-temps.

On y trouve des toiles, du thé, de la soie, des porcelaines, du borax, de l'étain, du camphre, de la toutenague, du salpêtre, du coton, de l'indigo, du poivre, du café, du sucre, des bois de teinture, quelques autres objets plus ou moins considérables, achetés dans les différens marchés de l'Asie, ou produits par le territoire de la compagnie. Ces productions, ces marchandises sont aussi la plupart fournies par celles des nations européennes qui ont formé des liaisons aux Indes. Il n'y a guère que la cannelle, le girofle, la muscade, le macis, dont la consommation s'élève annuellement à douze millions, qui appartiennent exclusivement aux ventes hollandaises.

Après les améliorations que nous nous sommes permis de proposer, l'ordre se trouverait rétabli pour quelque temps. Nous disons pour quelque temps, parce que toute colonie, supposant l'autorité dans une contrée, et l'obéissance dans une autre contrée éloignée, est un établissement vicieux dans son principe. C'est une machine dont

les ressorts se relâchent, se brisent sans cesse, et qu'il faut réparer continuellement.

Quand même il serait possible que la compagnie trouvât un remède efficace et durable aux maux qui la fatiguent depuis si long-temps, elle n'en serait pas moins menacée de perdre ses possessions. La manière dont sont composées ses forces de terre et de mer rend ce malheur comme inévitable.

Ce corps a un fonds d'environ cent navires de six cents à mille tonneaux. Tous les ans il en expédie d'Europe vingt-huit ou trente, et en reçoit quelques-uns de moins. Ceux qui sont hors d'état de faire leur retour naviguent dans l'Inde, dont les mers paisibles, si l'on excepte celle du Japon, n'exigent pas des bâtimens solides. Lorsqu'on jouit d'une tranquillité bien assurée, les vaisseaux partent séparément; mais, pour revenir, ils forment toujours au Cap deux flottes qui arrivent par les Orcades, où deux vaisseaux de la république les attendent, et les escortent jusqu'en Hollande. On imagina dans des temps de guerre cette route détournée pour éviter les croisières ennemies; on a continué à s'en servir en temps de paix pour empêcher la contrebande. Il ne paraissait pas aisé d'engager des équipages qui sortaient d'un climat brûlant, à braver les frimas du nord; deux mois de gratification surmontèrent cette difficulté. L'usage a prévalu de la donner, lors même que les vents contraires ou

xxv.  
Malheurs qui  
menacent la  
compagnie.